

*L'Adresse—M. La Salle*

Je me réjouis de constater qu'il existe maintenant des conseils autonomes de presse d'un bout à l'autre du pays, sauf en Saskatchewan où, d'après mes sources, il devrait bientôt s'en créer un. C'est la perspective de voir l'établissement d'un Conseil consultatif national de la presse qui les a fait fleurir au cours des 15 ou 18 derniers mois.

Précisons toutefois qu'il y a lieu de s'inquiéter si ces conseils sont financés par les éditeurs et si ce sont eux qui y font les nominations initiales et les plus importantes. Ces derniers y auront alors un intérêt direct et la situation se prêtera du moins en apparence aux conflits d'intérêt même avec toute la bonne volonté des membres de ces conseils. Les Canadiens ont droit à une presse libre. C'est un élément essentiel d'une saine démocratie, surtout à une époque où tant de techniques, tant de moyens et une technologie aussi avancée permettent de faire marcher l'opinion publique.

Je vais terminer là-dessus et je répondrai volontiers aux questions.

**M. le vice-président:** Y a-t-il des députés qui veulent poser des questions au député de York-Ouest? Personne.

• (1530)

[Français]

**L'hon. Roch La Salle (Joliette):** Monsieur le Président, à mon tour, j'aimerais faire quelques remarques sur ce distingué document intitulé le discours du Trône. Des discours du Trône, monsieur le Président, depuis 15 ans, j'en ai entendu quelques-uns et j'en conclus, comme les habitués de la Chambre, que c'est toujours une belle série de bonnes intentions, mais, cette année, à la lumière du fiasco dont nous sommes témoins de la part du gouvernement, eh bien, ce dernier s'est efforcé, à la veille des élections, de toucher un peu tout le monde par de bonnes intentions. Je ferai remarquer, monsieur le Président, que le député qui vient de reprendre son siège a parlé de manipulation. Nous sommes aujourd'hui le 14 décembre. Il y a déjà quatre ans le 14 décembre, je pense que les Canadiens se souviendront qu'ils ont été témoins d'une manipulation pas ordinaire, lorsqu'on se souvient très bien comment le gouvernement s'était engagé à ne pas augmenter le coût de l'essence à la suite de notre proposition de 18c., et on a connu les résultats. Si ce n'est pas cela la manipulation, je pense que nos amis d'en face ne devraient pas utiliser ou accuser le parti progressiste conservateur de manipulation, parce que les Canadiens sont témoins de plusieurs manipulations dans divers domaines, et cela depuis les 15 dernières années.

Or, monsieur le Président, dans ma circonscription comme ailleurs, les électeurs sont inquiets. Les agriculteurs sont inquiets. Les chômeurs également. Les jeunes aussi sont inquiets et sont conscients de cette mauvaise gestion, de cette mauvaise administration dont la confirmation ne peut pas être plus évidente. Hier, encore une fois, dans le rapport du vérificateur général, on reconnaît, je ne sais depuis combien d'années consécutives, que le gouvernement n'a pas réussi à contrôler ses dépenses, n'a pas fait les efforts suffisants, n'a pas mis sur pied les mécanismes suffisants. Mais tout cela importe peu au très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau) parce qu'il reconnaît que, malgré tout, il y a quelques améliorations dans son administration, et que l'on devrait oublier, bien sûr, les recommandations très sévères et les accusations que porte le vérificateur général.

Nous sommes conscients, monsieur le Président, de nos responsabilités, et également du fait que nous devons exiger de la part de ce gouvernement que les deniers publics soient bien administrés et que ces fonds soient dépensés à bon escient, ce que le gouvernement n'a pas compris ou ce dont il n'a pas encore saisi l'importance.

Alors je répète, monsieur le Président, que chez nous ce n'est pas le fait d'avoir lu d'un bout à l'autre le discours du Trône qui va nous permettre de faire confiance à ce gouvernement, compte tenu d'un exercice des 15 dernières années que, personnellement, j'ai suivi de près. Et on reconnaît, dans ce discours du Trône, que la plus grande partie de ces propositions, des crédits qui seront affectés par ce discours du Trône ont déjà été soulignés dans le budget d'avril, et les engagements du gouvernement se manifestent depuis déjà plusieurs mois. On parlera bien de ce milliard de dollars, par exemple, qui pourrait impressionner la jeunesse. Et là, si on voulait parler de manipulation, on pourrait peut-être s'arrêter un petit peu sur cette tentative du gouvernement de manipuler la jeunesse canadienne lorsqu'il parle d'un nouveau crédit d'un milliard de dollars qui a été dégonflé rapidement par le ministre responsable, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts), car il n'y avait que 25 p. 100 de ce milliard de dollars de crédits nouveaux, et à partir du moment où on fait un petit exercice de ces emplois à \$200 par semaine, pour des périodes d'une vingtaine de semaines, cela ne représente que 250 millions de dollars qui pourraient peut-être répondre à peu près à pas plus de 10 p. 100 des 545,000 jeunes qui attendent un emploi au Canada. On est bien loin d'avoir solutionné le problème des jeunes Canadiens.

Maintenant, le gouvernement, très astucieux d'ailleurs, nous amène l'idée de créer ou d'inventer un ministère de la Jeunesse. Bien sûr, on n'est pas contre quelqu'un qui s'occuperait particulièrement de la création de l'emploi pour les jeunes. Au contraire! Mais s'il était vrai que le fait de nommer un ministère de la Jeunesse serait suffisant pour régler le problème du chômage, chez nos jeunes qui sont en crise de désespoir, on pourrait attaquer le gouvernement sévèrement. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait plus tôt? On sait parfaitement bien que ce nouveau ministère de la Jeunesse devra récupérer un peu les programmes dans divers ministères de ce gouvernement, et qu'il se retrouvera à peu près avec les mêmes programmes plus 250 millions de dollars la prochaine année. Alors on admettra avec moi que cela est loin de répondre aux attentes de la jeunesse, et que si le gouvernement veut intensifier son intérêt envers la création d'emplois pour les jeunes, il recevra de notre côté un appui et un apport très positif. Mais il ne faudrait quand même pas laisser croire à cette jeunesse, ou tenter de faire croire à cette jeunesse dans des élections qui seront tenues sous peu qu'avec ce nouveau mécanisme qui s'appellera le ministère de la Jeunesse, on va enfin régler le problème des jeunes. Ce n'est pas tout à fait comme cela que cela pourrait se produire.

J'ai également, monsieur le Président, bien sûr, suivi de près les discours des chefs des partis politiques, et j'ai vu le très honorable premier ministre du Canada parler de défi. Hier soir encore à la télévision, on entendait parler de défi et le très honorable premier ministre du Canada avait souligné l'importance de relever les défis à Toronto hier soir et demandait aux Canadiens de lui faire confiance pour l'avenir. D'une part,